



HAL
open science

Le pouvoir et l'opinion publique face aux attentats de 2015

Laurie Boussaguet, Florence Faucher, Vincent Tiberj, Gérôme Truc

► **To cite this version:**

Laurie Boussaguet, Florence Faucher, Vincent Tiberj, Gérôme Truc. Le pouvoir et l'opinion publique face aux attentats de 2015. 2020. <hal-03054103>

HAL Id: hal-03054103

<https://sciencespo.hal.science/hal-03054103v1>

Submitted on 11 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Le pouvoir et l'opinion publique face aux attentats de 2015

Laurie Boussaguet, Florence Faucher,
Vincent Tiberj et Gérôme Truc

Résumé : cette note quant aux interactions entre l'Etat et l'opinion en réaction aux attentats de janvier et novembre 2015 est tirée de Florence Faucher et Gérôme Truc (dir.) *Face aux attentats*, Paris, Puf / La Vie des Idées, 2020.

Mots clefs : Djihadisme, radicalisation, opinion, République.

Auteurs :

Laurie Boussaguet est professeure agrégée de sciences politiques à l'Université de Rouen. Elle enseigne également à Sciences Po Paris et à l'IEP de Saint-Germain-en-Laye et est professeure invitée associée au programme de l'Université de Stanford   Paris.

Florence Faucher est Professeure   Sciences Po Paris au Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE). Elle est Associate Fellow de Nuffield College   Oxford et membre associé du Département de science politique et relations internationales à Oxford.

Vincent Tiberj est professeur des universités, chercheur au Centre Emile Durkheim et délégué recherche de Sciences Po Bordeaux. Entre 2002 et 2015 il a été chargé de recherche FNSP   Sciences Po Paris, d'abord au CEVIPOF puis au Centre d'études européennes (CEE).

Gérôme Truc est chargé de recherche au CNRS. Il est membre de l'Institut des Sciences sociales du politique (ISP) et enseigne à l'Université Paris Nanterre.

Les attentats créent des situations qui ne sont pas propices à la réflexion ou à la prise de recul. Ils attisent les peurs, échauffent les esprits, et appellent *a priori* des réponses politiques fortes et rapides plutôt que des analyses posées ou des débats contradictoires. Dans ces circonstances, les sciences humaines et sociales sont souvent perçues comme encombrantes et inutiles, si ce n'est proprement dépassées par l'enjeu. On se souvient de Manuel Valls après les attentats du 13 novembre 2015, fustigeant « ceux qui cherchent en permanence des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques à ce qui s'est passé »¹... Pourtant, loin d'être désarmées ou désemparées face à de tels événements, les sciences humaines et sociales recèlent en réalité des savoirs et des outils précieux pour éclairer nos réactions face aux attaques terroristes, comprendre ce que ces attaques nous font individuellement et collectivement, et nous aider ainsi à mieux y faire face.

Faire face aux attentats : l'apport des sciences sociales (Florence Faucher & Gérôme Truc)

Les attentats de janvier et novembre 2015 ont bouleversé les programmes des chaînes télévisées et donné lieu à des records d'audience, suscité une activité inégalée sur les réseaux sociaux. Ils ont fait descendre dans la rue des millions de Français, et naître des mémoriaux en hommage aux victimes comme on n'en avait encore jamais vu. Ils ont enfin conduit à l'instauration de l'état d'urgence durant 23 mois - un record, depuis sa

¹ Pour une mise en perspective sociologique de cette déclaration, voir Gérôme TRUC, « La sociologie par gros temps : contribuer à une intelligence collective des situations post-attentats », in Manuel REBUSCHI et Ingrid VOLERY (dir.), *Comprendre, expliquer, est-ce excuser ? Plaidoyer pour les sciences humaines et sociales*, Vulaines-sur-Seine,  ditions du Croquant, 2019, p. 29-45.

création en 1955. L'ampleur des réactions qu'ils ont déclenchées justifie que les chercheurs s'y soient arrêtés plus particulièrement, même si d'autres attentats perpétrés depuis en France, bien que moins meurtriers, ont pu être aussi marquants à une échelle plus locale (ceux de Saint-Etienne-du Rouvray en juillet 2016 ou de la gare Saint-Charles à Marseille en octobre 2017, par exemple) ou professionnelle (l'attentat de Magnanville, contre un couple de policiers tués à leur domicile en juin 2016)².

L'impact de ces attentats sur la société française s'est également traduit par une profusion de discours, provenant de représentants politiques, de journalistes, d'experts et analystes en tout genre, et des citoyens eux-mêmes, et par une abondante littérature, où se mêlent des centaines d'articles de presse et des dizaines d'ouvrages - récits journalistiques, témoignages d'acteurs impliqués dans les événements, de rescapés, et de personnes endeuillées, ou encore livres de psychologues à visée thérapeutique. Le livre *Face aux attentats*, dont cette note est issue, propose tout autre chose : dresser un état des savoirs en sciences humaines et sociales sur nos réactions aux attentats, tout en rendant accessibles au plus grand nombre les résultats des travaux les plus récents en la matière.

Son originalité réside dans la diversité des approches rassemblées - psychologie, sociologie, science politique, sciences de l'information et de la communication - afin d'éclairer les processus individuels et collectifs de réaction dans l'instant ou dans la durée, sur place ou à distance, en direct ou par médias interposés. Les contributions sont organisées suivant une logique graduelle permettant de décliner l'analyse à différents niveaux, ou dans différentes sphères, de la société, plutôt que dans des groupes que l'on pourrait vouloir distinguer *a priori*, tels « les jeunes » ou « les musulmans ». Toutes ont en commun d'adopter une approche relationnelle, soucieuse de ne pas figer les groupes sociaux et de ne pas renforcer les clivages entre eux, effets dont les situations post-attentats sont par elles-mêmes porteuses. On

² Sur les variations du concernement d'un attentat à l'autre, et les ressorts dont elles procèdent, voir Gérôme TRUC, *Sidérations : une sociologie des attentats*, Paris, Puf, 2016.

commencera ici par en donner une vue d'ensemble, avant de se concentrer plus spécifiquement sur l'apport des études relevant de la science politique.

Le livre s'ouvre sur un chapitre de Guillaume Dezecache, qui présente les résultats d'une recherche inédite sur la réaction immédiate des personnes présentes au Bataclan le soir du 13 novembre 2015. À partir d'une série d'entretiens avec des rescapés de l'attaque, il remet en cause le lieu commun du « sauve-qui-peut » et du « chacun pour soi », qui voudrait que, exposés à une menace directe, nous soyons tous égoïstes par réflexe et instinct de survie. Il montre au contraire, dans le prolongement de précédentes études sur des situations similaires (World Trade Center le 11 septembre 2001, métro de Londres le 7 juillet 2005...), que la peur panique peut conduire à des comportements altruistes, de coopération et d'entraide.

On s'éloigne ensuite du cœur de l'attaque, pour s'arrêter, avec Maëlle Bazin, sur les mémoriaux qui sont apparus aux abords des lieux frappés - en particulier place de la République à Paris après les attentats de janvier et novembre 2015 - constitués de mementos déposés par des citoyens anonymes, parfois des voisins: que penser de ce rituel de deuil? Cette pratique n'est pas nouvelle, mais elle a récemment pris une ampleur particulière dans les sociétés occidentales, qui se repère aux efforts déployés par les institutions publiques pour préserver le contenu de ces mémoriaux et à la place qu'ils occupent dans le traitement médiatique des attentats.

Les médias constituent justement le troisième niveau de l'analyse. Faut-il ou non montrer les visages des victimes? Quelle place accorder à l'émotion? Les journalistes ne risquent-ils pas, s'ils n'y prennent garde, d'amplifier l'impact des attentats et de faire le jeu des terroristes? Pierre Lefébure et Claire Sécaïl étudient le traitement télévisuel des attentats de 2015-2016, qu'ils comparent avec les travaux portant sur la médiatisation des actes terroristes dans les sociétés occidentales, pour apporter un éclairage neuf sur des enjeux largement débattus. La dimension médiatique de l'événement terroriste ne se borne toutefois plus aujourd'hui aux *médias de masse*. Les réseaux sociaux et autres espaces de débats en ligne constituent

en effet un espace propice à l'expression des émotions et d'une pluralité de rapports aux attentats. Ils permettent aussi de faire circuler à grande échelle de fausses informations et des théories du complot. Romain Badouard montre ainsi comment des «contre-publics», peu exposés dans les médias traditionnels, prennent forme sur le web et parviennent à faire entendre leurs voix.

La diversité des réponses sociales aux attentats, des personnes qui en sont le plus directement affectées à celles qui les vivent au travers des médias et y réagissent dans la rue ou sur Internet, pose enfin la question des répercussions politiques de ces événements et de leur «gestion» par les pouvoirs publics. Dans les mois qui ont suivi les attentats de janvier 2015, et dans une moindre mesure ceux de novembre, l'exécutif a bénéficié d'un regain de soutiens, manifestes dans l'opinion publique et dans les attitudes des acteurs politiques. Ce phénomène, fréquent en cas de crise, est souvent analysé comme un «ralliement au drapeau» quasi automatique, voire assimilé à un «réflexe patriotique». Pourtant, Laurie Boussaguet et Florence Faucher montrent que l'exécutif français a travaillé consciemment pour construire et préserver une unité nationale dont il craignait alors l'éclatement.

Le dernier chapitre du livre invite à réfléchir au rôle des dirigeants politiques et de leurs discours dans les équilibres sociaux. L'impact des attentats et de leur répétition sur l'opinion publique française n'est en effet pas aussi simple qu'on peut le croire. Tandis qu'on a tendance à penser qu'ils accentuent naturellement des tendances xénophobes et autoritaires au sein de la population sans qu'on y puisse rien, Vincent Tiberj met en évidence un tableau nuancé, qui rappelle qu'il n'y a pas, en la matière, de fatalité.

Chacun de ces chapitres apporte donc dans son domaine un éclairage précieux, invitant à remettre en cause un certain nombre d'idées reçues et de préjugés sur l'impact des attentats. Mais ils ont aussi été pensés pour pouvoir, combinés les uns aux autres, offrir un tableau d'ensemble inédit de la façon dont la société française a fait face aux attentats qui l'ont récemment ébranlé.

De ce tableau, nous offrons ici un aperçu, en reprenant des éléments tirés des deux derniers chapitres, afin de montrer comment deux approches différentes, l'une centrée sur le pouvoir exécutif, l'autre sur l'opinion publique, s'avèrent particulièrement complémentaires pour mettre en lumière le fait que les réactions que suscitent un attentat dépendent intimement de la façon dont celui-ci est « cadré » au travers des discours politiques et médiatiques dont il fait l'objet³.

Au sommet de l'État : construire l'unité nationale (Laurie Boussaguet & Florence Faucher)

Il est rare de pouvoir approcher le pouvoir exécutif au plus près pour comprendre comment les décideurs politiques répondent, dans l'urgence, à une situation exceptionnelle dont ils anticipent des conséquences sociétales au-delà des décisions opérationnelles immédiates. C'est pourtant ce qu'on fait Laurie Boussaguet et Florence Faucher à partir de mars 2015. Elles ont mené une série d'entretiens avec les acteurs clés du sommet de l'État (Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Justice) et leurs collaborateurs (à l'Élysée, Matignon et Beauvau), analysé leurs discours et allocutions, ainsi que des notes, rapports et documents produits par et pour eux durant la période qui a immédiatement suivi les attaques et qui ont informé leurs choix.

Lorsque l'attentat de *Charlie Hebdo* se produit, en janvier 2015, le Président de la République est immédiatement alerté par ses équipes⁴ de la

³ Voir le dossier « Discours post-attentats » de la revue *Mots. Les langages du politique* (n°118, 2018), dirigé par Gérôme Truc, Christian Le Bart et Émilie Née.

⁴ François Hollande a nommé un conseiller en charge spécifiquement du suivi de l'opinion. Ce dernier et les autres membres de l'équipe s'appuient sur les données communiquées par le

fragilité de la cohésion de la société française et du risque de violences intercommunautaires. Ces mises en garde apparaissent dans des notes et courriels internes, et sont évoquées par tous les conseillers rencontrés : il existe un potentiel de radicalisation de petits groupes, déjà actifs et identifiés pour certains, qui peut évoluer vers un passage à l'acte violent à l'égard de la population musulmane. Le suivi des forums sociaux par les équipes spécialisées permet de dégager dès le 8 janvier deux tendances : la mise en question des élites politiques et « la stigmatisation de l'immigration et de l'Islam » (courriel Élysée). Des enquêtes qualitatives disponibles au Service d'Information du Gouvernement (SIG) révèlent quant à elles la clôture des groupes sociaux sur eux-mêmes : fermeture de la communauté musulmane et durcissement des signes de rejet de l'Islam. Ces inquiétudes paraissent corroborées par la recrudescence des attaques, verbales ou physiques, contre les musulmans et leurs lieux de culte qui sont rapportées dans la presse en janvier⁵ et en novembre. Les « "communautés musulmanes" (...) ont peur » et expriment leur « émoi » devant les attaques de lieux de culte, et il faut donc « les rassurer » et « les inviter à s'exprimer » (courriel Élysée, 9 janvier).

Dans les mois suivants, les tensions montent. En novembre, les équipes de l'exécutif perçoivent un changement de tonalité dans les réactions, tout particulièrement dans les messages reçus à l'Élysée⁶. Ceux-ci sont « d'une très grande incivilité », « très loin de l'esprit Charlie », il y a un « risque de désunion voire de désagrégation », explique un conseiller. Par ailleurs, les enquêtes d'opinion révèlent une « colère » croissante (courriel du 17 novembre et note du 19 novembre). Alors que les cibles très précises de janvier (*Charlie Hebdo*, police, communauté juive) permettaient de garder à distance la menace,

service d'information du gouvernement (SIG), le suivi des réseaux sociaux et de la presse régionale, leurs contacts personnels et l'analyse du courrier présidentiel, pour conseiller le Président dans ses prises de positions quotidiennes.

⁵ Voir Cécile CHAMBRAUD, « Augmentation des actes islamophobes », *Le Monde*, 13 janvier 2015.

⁶ L'Élysée traite un flux quotidien important de courriers exprimant des nuances d'opinion distinctes de celles exprimées traditionnellement dans les médias.

celles de novembre sont susceptibles de provoquer un sentiment de terreur généralisé, chacun pouvant se percevoir comme une victime potentielle. L'impact sur l'état d'esprit de l'opinion est direct⁷. Une note interne à l'Élysée constate d'ailleurs un « désarroi » lié au fait que la France est attaquée « moins pour ce que nous sommes mais parce que nous sommes... le problème n'est pas nos valeurs (...) c'est beaucoup plus difficile à comprendre » (20 novembre).

Communication et action politiques

En période de crise, les populations se tournent vers leurs dirigeants dont elles attendent protection et solidarité. Ce sont des moments où sont mis en exergue des aspects spécifiques du rôle présidentiel⁸ : le « PR » (tel qu'il est appelé dans les couloirs de l'État) « ne s'exprime plus en tant que personne mais vraiment en tant que symbole, élu au suffrage universel », explique un conseiller de l'Élysée. La communication présidentielle intègre la gestuelle, le contexte et les déplacements pour faire passer ses messages aux différents publics : « pour chacune des décisions qui a été prise ce jour-là, il y avait cette volonté (...) de rassembler, apaiser, rassurer, protéger ». Le déplacement immédiat du Président sur les lieux de l'attaque « donne une portée nationale, et (...) même internationale, à l'événement (...) et ça rassure aussi les gens ». La nécessité de réorganiser les emplois du temps de janvier permet de focaliser l'attention sur l'unité nationale : « la réception (...) prévue [le lendemain] avec les religieux [est maintenue] parce que (...) c'est un symbole intéressant et qu'un des rôles [du Président] est d'éviter que les Français se divisent ou s'affrontent » ; les dirigeants politiques de l'opposition et « d'autres

⁷ Jérôme FOURQUET et Nicolas LEBOURG, *La nouvelle guerre d'Algérie n'aura pas lieu*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2017.

⁸ Laurie BOUSSAGUET et Florence FAUCHER, « La construction des discours présidentiels post-attentats à l'épreuve du temps », *Mots. Les langages du politique*, 2018, n°118, p. 95-115.

responsables politiques » (Présidents des Assemblées et de l'Association des maires de France) sont également invités à l'Élysée.

L'exécutif dispose en ce genre de circonstances d'un temps d'avance sur l'opposition et les médias, ce qui lui permet de poser très tôt un cadrage interprétatif et lui confère un avantage dans les controverses qui finissent toujours par émerger. Il est important de proposer des cadrages « crédibles », que la découverte progressive des faits ne remettra pas en question⁹. Pour les équipes de communication ces cadrages ne sont efficaces que s'ils sont audibles et plusieurs doutent de pouvoir influencer l'opinion dans un sens où elle n'irait pas déjà. À l'Élysée, un conseiller avoue : « Je ne crois plus du tout que les politiques aient la capacité à (...) imposer des choses que les gens ne pensent pas » (entretien, avril 2017). Cette conviction explique que les suggestions faites au Président s'appuient sur les interprétations que font les conseillers du contexte et de l'opinion publique. Ainsi, la stratégie en janvier a été « de mettre des mots sur ce qui se fait de façon spontanée » car « ce que les gens ressentent, c'est la sincérité, la vérité ». Les rassemblements, « quasiment spontanés » en janvier, sont remplacés en novembre par « le désir d'être utile » (note, 20 novembre), de se mobiliser et de prendre les armes. La communication de l'exécutif s'adapte donc pour intégrer un cadrage plus guerrier des événements¹⁰.

Alors que seul le Premier ministre l'a évoqué après janvier, le terme de « guerre » est très vite adopté en novembre. Il est martelé dans les discours au Congrès (Président), à l'Assemblée (Premier ministre) et partout ailleurs. Six Français sur dix pensent alors que la France est en guerre¹¹. En revanche, la tonalité a changé en juillet 2016 quand a lieu l'attentat de Nice ; « il n'y a

⁹ Voir la défaite électorale cinglante du *Partido Popular*, quelques jours après que le gouvernement d'Aznar a attribué aux séparatistes basques les attentats de Madrid en 2004.

¹⁰ Florence FAUCHER et Laurie BOUSSAGUET, « The Politics of Symbols: Reflections on the French Government's Framing of the 2015 Terrorist Attacks », *Parliamentary Affairs*, 2018, vol. 71, n°1, p. 169-195.

¹¹ Jérôme FOURQUET et Nicolas LEBOURG, *op. cit.*, p. 15.

plus du tout d'instinct ou d'appel à l'unité nationale », lit-on dans une note du 15 juillet. Les équipes de l'Élysée peinent à définir les attentes de l'opinion ; les discours de l'exécutif se font de ce fait plus timides et défensifs.

Il est impossible de reconstituer *a posteriori* des chaînes de causalité qui permettent d'affirmer que la communication de l'exécutif oriente les perceptions de l'opinion publique de manière décisive. On peut parler d'indices et considérer que l'absence de spirale d'intolérance après les attentats est un signe du succès des cadrages de l'exécutif¹². Le conseiller communication du Président explique ainsi que l'on « voit que cela a fonctionné dans ce qui ne se passe pas. Ce qui ne se passe pas, c'est de la violence intercommunautaire, c'est des règlements de compte ».

Construire le ralliement par des symboles

Pour faire passer les messages, les équipes recourent à des décors et à des jeux d'acteurs qui contribuent à créer un sentiment d'authenticité de la performance¹³. Elles conseillent par exemple de distinguer les rôles au sein de l'exécutif, le « PM » endossant le rôle du « bagarreur » et le « PR » celui de « protecteur et de rassembleur » (courriel, 9 janvier). Elles proposent également le recours à des symboles, soit des gestes, images, objets, sons, etc., porteurs de significations particulières. Ces symboles appartiennent généralement aux routines de l'État. Comme nous l'explique le responsable de la communication élyséenne, « malheureusement, en France, des attentats il y en a déjà eu et il y en aura d'autres donc (...) on sait ce qu'on fait et on prend des décisions rapides tout de suite » (entretien, juin 2015). Les conseillers proposent très vite les pratiques habituelles lors d'événements

¹² Voir plus loin l'éclairage de Vincent Tiberj.

¹³ Erving GOFFMAN, *La Mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

comparables : deuil national avec drapeaux en berne et minutes de silence, visites aux victimes et hommages aux serviteurs de l'État.

Les symboles sont immédiatement reconnaissables mais ils sont aussi ambivalents : ils suscitent des associations d'idées plus ou moins libres et conscientes, et ont des connotations différentes selon les groupes. Le drapeau national, par exemple, évoque la France, certes, mais renvoie pour certains à un répertoire militaire et de résistance, et pour d'autres à des compétitions sportives, et donc à des émotions de partage et de liesse¹⁴. Par ailleurs, la symbolique « organise la mémoire collective et place héroïquement des certitudes sur les incertitudes »¹⁵. Elle propose une action qui paraît légitime, conforme aux attentes et contribue à l'internalisation des manières de se conduire parce qu'elle lie des dimensions affectives, physiques et cognitives.

La mise en scène de l'action gouvernementale après les attaques de 2015 tient compte de ces considérations. Le « sans faute en janvier » est par exemple attribué au choix d'en faire peu (« on n'a jamais cherché à trop en faire ») pour dire plus. Avec la marche du 11 janvier, l'exécutif accompagne une initiative qui n'aurait pas réussi aussi bien sans lui mais dont il n'est pas à l'origine¹⁶. Cet événement hors norme est le fruit d'un partage des rôles : les partis ont lancé l'idée d'une marche républicaine, que les services de Matignon ont organisée. L'Élysée intervient pour mettre en scène l'unité politique, appeler la population à marcher de manière à montrer la cohésion de la Nation, et pour organiser le défilé des personnalités internationales. Pour que la marche soit inclusive et ne donne aucun prétexte à des

¹⁴ Philippe LAGADEC, Laurent LE GALL, Jean-François SIMON, Mannaig THOMAS, « Passage à l'acte : arborer un drapeau tricolore après les attentats du 13-Novembre (Brest, 27 novembre 2015) », *Ethnologie française*, 2019, n°173, p. 45-62.

¹⁵ Mary DOUGLAS, *Comment pensent les institutions*, Paris, La Découverte, 2004, p. 146 (traduction corrigée par nos soins).

¹⁶ Laurie BOUSSAGUET et Florence FAUCHER, « Quand l'État convoque la rue. La marche républicaine du 11 janvier 2015 », *Gouvernement et action publique*, 2017, vol. 6, n°2, p. 37-61.

accusations de division ou d'exclusion, les consignes sont : « ni signes, ni slogans, ni discours ».

Après janvier, une répétition des attaques est anticipée ; une note sur le dispositif à déployer prévoit notamment de décréter l'état d'urgence¹⁷ et de mettre en avant le PR afin de démontrer l'apprentissage et la réactivité de l'État. Après les attentats du 13 novembre, l'exécutif sent que sa marge de manœuvre est réduite pour mettre en scène l'unité nationale et cherche les symboles appropriés pour articuler identité collective et expériences individuelles. Il attend davantage de résistance de l'opposition qui n'a guère apprécié de servir de faire valoir à l'exécutif en janvier et se préoccupe des prochaines élections régionales. Les partis politiques sont « extrêmement agressifs », commente un conseiller. Néanmoins, attaquer le gouvernement reste coûteux. La droite modérée adopte des postures contradictoires : critiques exprimées sur le perron de l'Élysée, soutien lors du Congrès, mais attaques virulentes à l'Assemblée Nationale deux jours plus tard. Les conseillers recommandent « l'utilisation très forte de tous les symboles républicains pour (...) tenir le pays - mais par le haut cette fois-ci parce qu'il ne tenait pas tout seul par le bas » (entretien, avril 2017). Les opérations de sécurité et l'état d'urgence interdisent l'organisation de rassemblements publics.

À la différence de janvier, « il n'y a pas de symbole de ralliement vraiment partagé. Aucun slogan ne s'est, cette fois, imposé. À l'exception du drapeau tricolore reproduit sur les profils numériques » (note, 20 novembre). La cérémonie d'hommage aux victimes organisée aux Invalides le 27 novembre est fermée au public. L'exécutif cherche alors un geste symbolique pour permettre à tous de participer à la communion nationale. Le drapeau est choisi, parce qu'il est un symbole qui n'est pas « objet de contestation, de controverse politique et dans lequel tout le monde peut se retrouver », explique un conseiller. Une note précise qu'il peut servir au ralliement, au

¹⁷ Note « Le jour d'après » du secrétariat général de la Défense nationale, remise au Premier Ministre durant l'été 2015.

risque de n'être qu'un « réflexe de protection et de patriotisme » (20 novembre). On comprend ainsi l'appel de François Hollande à pavoiser.

Les acteurs du sommet de l'Etat ont donc porté une grande attention à la préservation d'une unité nationale en raison d'inquiétudes sur le développement et l'exploitation potentielles de tensions sociales. Pour prévenir la réalisation des risques identifiés de conflictualité sociale, ils ont mobilisé des ressources symboliques visant à orienter les représentations et attitudes des Français vers la préservation de cette unité. S'il n'est jamais possible de démontrer un lien de cause à effet entre les discours et les actions politiques d'une part, et leurs effets sur leurs publics d'autre part, il est en revanche possible d'analyser comment l'opinion publique a évolué durant la même période et si les évolutions correspondent à la trajectoire redoutée par les élites politiques ou, au contraire, si elles suivent une dynamique autre, qui peut être liée à leurs initiatives politiques. C'est précisément ce que le travail de Vincent Tiberj explore.

Dans les têtes : une dynamique autoritaire ? (Vincent Tiberj)

Après les attentats djihadistes de 2015-2016, on pouvait s'attendre à ce que la France connaisse une poussée xénophobe, similaire à celle qui a traversé les États-Unis après les attaques d'Al Qaïda. Les agressions avaient alors été multipliées par 9 selon les chiffres du FBI¹⁸, et l'opinion américaine avait évolué vers plus de rejet de l'islam et des musulmans¹⁹. Dans le cas des attentats commis en France, les actes anti-musulmans et les actes racistes en

¹⁸ <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/11/15/assaults-against-muslims-in-u-s-surpass-2001-level/>

¹⁹ Christopher SMITH, « Anti-Islamic Sentiment and Media Framing during the 9/11 Decade », *Journal of Religion and Society*, 2013, vol. 15, p. 1-15.

général ont connu un pic en 2015 (selon le Ministère de l'Intérieur), mais nous allons voir qu'il n'y a pourtant pas eu de « dynamique autoritaire²⁰ » dans l'opinion publique. Au contraire, on a vu remonter la tolérance, alors même qu'elle avait fortement reculé dans les années précédentes. La thèse que je défends ici est que ce ne sont pas les attentats en eux-mêmes qui influent sur les opinions, mais la façon dont les élites sociales, politiques et médiatiques les mettent en récits. Ces récits, dans le cas présent, interagissent avec des facteurs de plus long terme, eux-mêmes favorables à plus de tolérance au sein de la société française. Dit autrement: les attentats en tant qu'événement ne produisent pas de dynamique d'opinion particulière (ni automatiquement un repli sur soi), mais c'est la manière dont on en fait sens qui est déterminante. Par exemple, dire que les auteurs des attentats sont des musulmans ou qu'ils sont des djihadistes qui ne représentent pas l'ensemble des musulmans n'a pas le même effet.

On verra ainsi qu'il faut distinguer le comportement de la très grande majorité des citoyens avec les réactions d'activistes auxquels on donne souvent beaucoup d'importance en matière de racisme : ce qui se passe sur les réseaux sociaux ou les actes islamophobes ne correspondent pas aux évolutions de la société en général. Certes les actes antisémites restent trop nombreux, mais la société française est de moins en moins touchée par les préjugés contre la minorité juive. De plus, à côté des dynamiques d'opinion qui vont être analysées ici, il faut se souvenir des manifestations du 11 janvier 2015, les plus importantes depuis la Libération. Rien ne laissait prévoir qu'elles auraient autant d'ampleur et se démarqueraient des défilés anti-immigrés qu'ont connus plusieurs pays européens. Emmanuel Todd les a décrites comme une mobilisation visant à « humilier les faibles de la société que sont les immigrants²¹ ». Pourtant, les « Charlie de la rue » n'étaient pas xénophobes²². Ils appartenaient aux franges les plus ouvertes et instruites de

²⁰ Karen STENNER, *The Authoritarian Dynamic*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

²¹ Emmanuel TODD, *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse*, Paris, Le Seuil, 2015.

²² Nonna MAYER, Vincent TIBERJ, « Who Were the "Charlie" in the Streets? A Socio-Political Approach of the January 11 Rallies », *International Review of Social Psychology*, 2016, vol. 29, n°1,

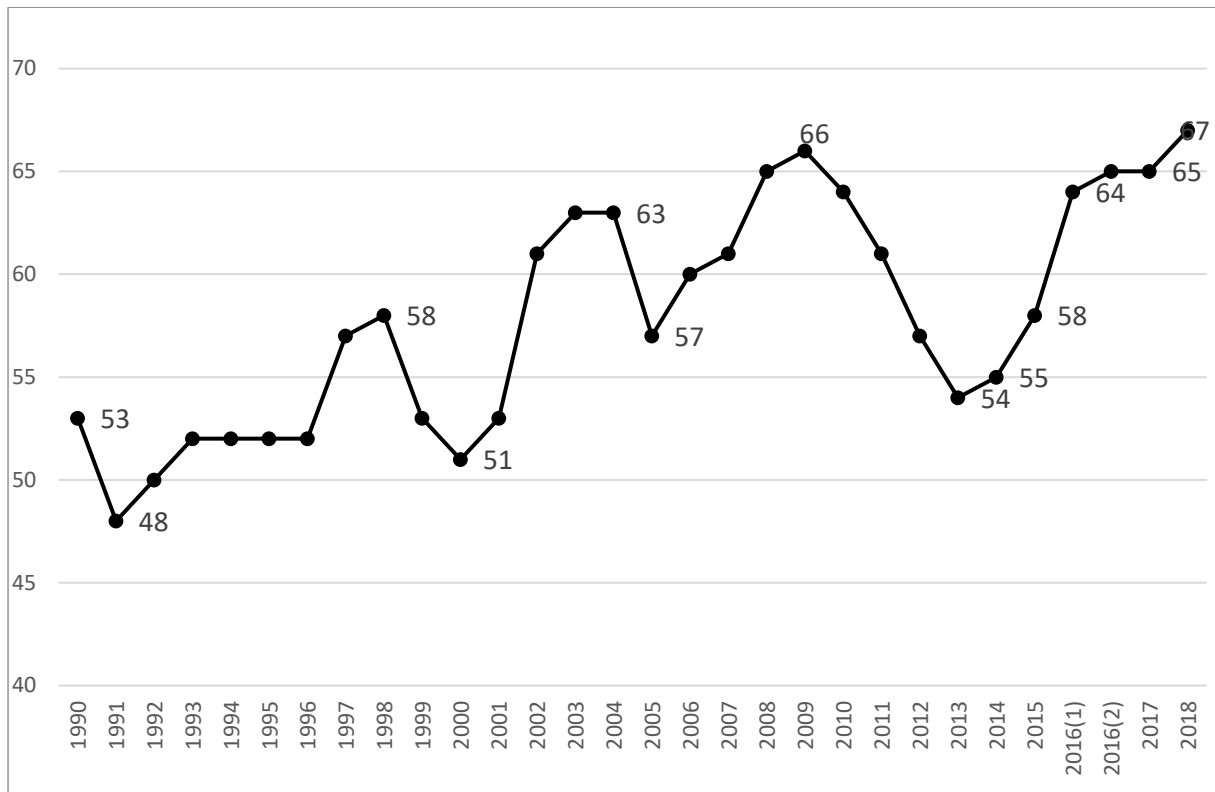
la population française, ils étaient plutôt jeunes et urbains et souvent à gauche, voire très à gauche.

Les attaques terroristes ne produisent pas automatiquement de la xénophobie. Qu'elles déclenchent ou non une dynamique autoritaire au sein de l'opinion dépend de la manière dont les élites politiques, au sens large, construisent leur mise en récits. C'est ce que montre l'évolution de l'opinion publique en France depuis 1998. Grâce à l'indice longitudinal de tolérance de la Figure 1²³ fondé sur 65 séries de questions du baromètre annuel de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH), on peut en effet mesurer les évolutions annuelles de la tolérance envers les minorités, les religions minoritaires et les immigrés depuis 1990. Cet indice montre que les préjugés et la tolérance évoluent, parfois de manière brutale. Il confirme bien que les citoyens français, à l'instar des Américains, sont ambivalents sur ces questions. Pour bien comprendre la temporalité de l'indice, il faut savoir que la plupart des enquêtes CNCDH ont lieu en octobre-novembre, mais que le point 2015 a été construit à partir d'une enquête réalisée, elle, en février 2015. En 2016, il y eut exceptionnellement deux enquêtes, l'une en janvier, l'autre en novembre - ce qui permet de mesurer l'impact de l'attentat s'étant produit à Nice au cours de l'été.

p. 59-68, Luc ROUBAN, « Qui sont les manifestants du 11 janvier 2015 ? », *Baromètre de la confiance politique*, n° 6 bis, 2015, http://www.cevipof.com/rtefiles/File/barometre%20confiance/Confiance%20politique%20-%20Note%20ROUBAN_Manifestants.pdf

²³ James STIMSON, Vincent TIBERJ et Cyrille THIEBAUT, « Le mood, un nouvel instrument au service de l'analyse dynamique des opinions : application aux évolutions de la xénophobie en France (1999-2009) », *Revue française de science politique*, 2010, vol. 60, n°5, p. 901-926.

Figure 1 : L'indice longitudinal de tolérance (1990-nov 2018)



Depuis les années 1990, les Français ont connu des attentats islamistes en 1995 et 1996 à Paris, et dans des pays proches, à Washington et New York en septembre 2001, à Madrid en mars 2004, et à Londres en juillet 2005. Pourtant, en 1995, 2001 et 2004 on ne constate pas de crispation raciste. Dans les deux premiers cas, l'indice reste stable et dans le troisième, la tolérance progresse. Les Français redeviennent ensuite plus tolérants entre la vague d'enquête de novembre 2014 et celle de février 2015, malgré les attentats de janvier 2015. Le phénomène se produit avec plus d'intensité entre février 2015 et janvier 2016, période marquée par les attentats du 13 novembre 2015. Enfin, entre janvier et novembre 2016, on constate encore une augmentation de l'indice, en dépit de l'attentat de Nice. En revanche, on constate une baisse

importante entre 2004 et 2005, liée aux émeutes dans les banlieues, ce qui correspond bien au cadrage identifié à l'époque²⁴.

Clairement, l'interprétation des attentats de 2015 qui a prévalu en France n'a donc pas accru les préjugés envers les immigrés et les musulmans, à la différence des États-Unis post-11-Septembre. Le discours des pouvoirs publics et d'une majorité des figures publiques et associatives sur l'unité, le refus de l'amalgame et les valeurs républicaines a permis de mobiliser l'opinion sur la nécessité de répondre face aux attaques sans pour autant qu'elle ne se tourne vers des « boucs émissaires ».

La façon dont les attentats sont cadrés - c'est-à-dire interprétés et mis en récit - est donc essentielle pour comprendre les dynamiques de l'opinion à la suite de tels événements. Suite aux attentats de 2015 et 2016, on aurait *a priori* pu craindre une flambée d'opinions intolérantes dans l'hexagone. Mais c'est en réalité l'inverse qui s'est produit. Si une sortie par le haut a été possible après ces attaques terroristes, c'est sans doute grâce à une multitude d'acteurs : les responsables politiques, d'abord, mais aussi des journalistes, des intellectuels et des acteurs associatifs. Le sens donné à un attentat, quel qu'il soit, est toujours ouvert à des joutes d'interprétations dans lesquelles aucun acteur, politique notamment, n'est assuré d'avoir le dessus.

²⁴ Vincent TIBERJ, *La Crispation hexagonale : France fermée contre France plurielle, 2001-2007*, Paris, Plon, 2008.